

Le gouvernement tchèque tombe avant la fin de la présidence de l'UE

- Le gouvernement tchèque tombe avant la fin de la présidence de l'UE
- La liste de la région Centre remodelée, le PS ratifie ses listes pour les européennes
- Jean-Paul Gauzès, Député européen PPE-DE - « *On ne sanctionne pas le Gouvernement aux élections européennes.* »
- Les Verts font campagne contre Barroso
- Les élections européennes en Pologne

Le gouvernement tchèque dirigé par le libéral Mirek Topolánek (photo) est tombé mardi 24 mars, victime d'une motion de censure déposée par l'opposition.



La nouvelle a été accueillie avec inquiétude à Bruxelles, car elle renforce le rôle de l'europhobe Président, Vaclav Klaus, et affaiblit la position du pays actuellement à la tête de l'UE.

Le gouvernement va démissionner avant la fin juin, avant de laisser place à un nouveau cabinet chargé d'achever la Présidence de l'UE. Les principaux partis du pays devraient s'entendre rapidement sur l'organisation d'élections législatives anticipées.

En parallèle, la Chambre haute du Parlement tchèque procédera à un vote début mai sur le Traité de Lisbonne, et les chances que le résultat soit positif sont assez importantes, selon les responsables politiques. Cependant, un échec des principaux partis à conclure un accord sur un nouveau gouvernement ouvrira la voie à la nomination par le Président Klaus d'un premier ministre de son choix, ce qui pourrait bloquer l'approbation du Traité.

Ce n'est pas la première fois qu'un pays assurant la présidence tournante de l'UE connaît un changement de donne politique en cours de mandat. Au premier semestre 1996, l'Italie a vu la coalition de centre-gauche de Romano Prodi succéder au gouvernement de centre-droit de Lamberto Dini, après les législatives, tandis que le Danemark a entamé son mandat, au premier semestre 1993, avec la chute du gouvernement de Poul Schlüter et l'arrivée au pouvoir du social-démocrate Poul Nyrup Rasmussen.

La liste de la région Centre remodelée, le PS ratifie ses listes pour les européennes

La Convention du Parti socialiste s'est réunie comme prévu le samedi 21 mars, avec comme point inattendu à l'ordre du jour la question du remodelage de la liste de la région Centre, rejetée le 12 mars dernier par les militants. Le fabusien Henri Weber, tête de liste et député européen sortant dans la région Nord-ouest, et la royaliste Cécile Jonathan, numéro deux de la liste, ont été maintenus, tandis qu'Alain Calmette, candidat en troisième position, a été écarté au profit de Laurent Lafaye. Ce remodelage de la liste de la Région Centre intervient après une semaine

d'après discussions entre la direction du PS et les représentants locaux du parti ; il vise avant tout à répondre aux critiques exprimées par les militants suite au parachutage dans cette circonscription de candidats sans réelle implantation locale. Sur la base de cet ajustement, la Convention nationale a ratifié le 21 mars à l'unanimité la constitution des huit listes socialistes pour les élections européennes et a lancé un site Internet entièrement dédié à la campagne sous le slogan « [Changer l'Europe](#) ».

Ils ont dit...

« Il est capital que les citoyens de l'UE exercent leur droit démocratique parce que le Parlement européen joue un rôle crucial dans la prise de décisions qui affectent la vie quotidienne de chacun des quelque 500 millions de citoyens de l'UE »

Hans-Gert Pöttering, Josep Borrell, Pat Cox, Nicole Fontaine, José María Gil-Robles, Klaus Hänsch, Egon Klepsch, Enrique Baron Crespo, Lord Henry Plumb, Simone Veil et Emilio Colombo, anciens Présidents du Parlement européen réunis, le 31 mars à Bruxelles, pour lancer un appel conjoint aux citoyens européens pour qu'ils participent aux élections européennes.

Jean-Paul Gauzès, Député européen PPE-DE pour la circonscription Nord-Ouest

« On ne sanctionne pas le gouvernement aux élections européennes. »

Seulement 53% des Français se disent intéressés par les élections européennes. En tant que député européen sortant, quelle est votre réaction face à ce manque d'intérêt ?

Il est toujours décevant de constater que les élections européennes suscitent un intérêt limité. C'est la raison pour laquelle notre premier objectif est de mobiliser nos concitoyens sur ce vote, quel que soit le parti pour lequel ils votent.

J'espère que les Français se souviendront de l'efficacité de la Présidence française de l'UE et du fait que l'Europe, grâce à la détermination de ses représentants, a joué un rôle majeur lors de la crise géorgienne ainsi qu'à l'occasion de la crise financière. Ce qu'il faut, et ce que nous allons nous attacher à faire pendant la campagne, c'est montrer ce qu'apporte concrètement l'Europe dans la vie des citoyens. Nous indiquerons également ce qu'il convient d'améliorer en Europe. C'est sur ce point que les partis politiques n'ont pas tous la même position. De notre côté, nous ferons campagne sur la thématique de l'Europe qui protège, l'Europe qui est réactive et influence sur le plan international. Mais si les messages sont difficiles à faire passer, c'est avant tout parce qu'ils ne sont pas suffisamment véhiculés par les médias. Pour ma part, j'ai mené tout au long du mandat un exercice de pédagogie : entre octobre 2004 et décembre 2008, j'ai reçu 3000 visiteurs au Parlement européen. Ils sont repartis avec une vision très différente et très positive de l'Europe. De même, j'ai participé à de très nombreuses rencontres et conférences et suis allé partout où j'ai été sollicité... mais encore faut-il qu'on me le demande!

L'objectif de cette campagne électorale sera justement de communiquer sur l'Europe. N'avez-vous pas peur que les débats se cantonnent à des considérations purement nationales, comme c'est souvent le cas ?

C'est évidemment le risque. La lecture de la presse nationale révèle la façon dont certains abordent les questions touchant à l'Europe. Sous couvert d'Europe, ils ont tendance à dire le mal qu'ils pensent du Président de la République ou du gouvernement, en laissant le débat européen de côté. De ce point de vue, l'attitude du Parti socialiste, qui nous avait annoncé un débat purement européen, avec un "manifesto" européen, est édifiante. Nous devons parvenir à mieux faire savoir que cette échéance électorale vise à la désignation de députés pour le Parlement européen qui participent à la prise de décision et à l'orientation de l'action politique, économique et sociale de l'Europe. On ne sanctionne pas le gouvernement aux élections européennes.



Quelle est votre appréciation de l'influence française au Parlement européen ?

L'influence au Parlement européen dépend de plusieurs facteurs et d'abord du nombre de députés français dans un même groupe politique. Depuis que les députés français UDF ont décidé au début de la législature actuelle, de ne plus être membres du PPE-DE, mais de s'affi-

lier au groupe des Libéraux (ADLE), la délégation française au PPE-DE n'est plus constituée que de 18 membres, ce qui nous classe au 5^{ème} ou 6^{ème} rang des délégations nationales du groupe. Or, l'attribution des principales fonctions ou des dossiers majeurs se fait au regard du nombre de députés de chaque délégation nationale. Pour ma part, je suis le seul Français de droite dans la commission des Affaires économiques et monétaires (ECON). A titre de comparaison, il y a 6 députés allemands de la CDU. Cela veut dire que pour être entendu, il faut d'abord montrer sa capacité de travail et ensuite sa capacité à coopérer. J'ai été récemment élu coordinateur du groupe PPE-DE pour la commission ECON ce qui est une première pour un Français dans cette commission majeure.

Que pensez-vous du système de nomination des têtes de liste en France ? Se résume-t-il à des décisions des appareils politiques ?

Ce sont clairement les appareils politiques qui décident de la constitution des listes. Je ne vois d'ailleurs pas bien comment il pourrait en être autrement compte tenu du découpage électoral et du nombre de députés relativement faible. Différents critères sont pris en compte parmi lesquels le travail effectué au Parlement européen ou bien l'aptitude à y travailler. Mais ce n'est manifestement pas le seul critère. Pour le reste, je suis mal placé pour émettre des critiques, puisqu'en 2004, lorsque j'ai été placé en 2^{ème} position de la liste UMP dans la circonscription Nord-ouest, peu de personnes connaissaient le Conseiller régional, Maire de Sainte Agathe. Ce qui est important, c'est le dynamisme du chef de liste, et Dominique Riquet est dynamique et devrait s'impliquer

beaucoup dans la campagne. Aux élections européennes, la composition de la liste compte mais le vote se fait principalement en fonction de l'étiquette politique.

Vous figurez donc en troisième place sur la liste UMP de la circonscription Nord-ouest. Comment envisagez-vous la campagne ?

La campagne, je l'envisage de façon très active. Il est d'ores et déjà convenu avec Dominique Riquet, Maire de Valenciennes et Conseiller régional, qui conduit la liste, que je m'occuperai plus particulièrement des cinq départements de la Normandie. Dans un premier temps, j'ai commencé à sillonner les départements normands, afin de rencontrer le plus possible de militants

et de sympathisants. L'objectif est tout d'abord d'expliquer pourquoi il faut voter et de motiver pour faire voter. En étant 3^{ème}, finalement, je pousse la liste. Si les Normands souhaitent que le député issu de la Normandie continue à siéger au Parlement européen, il faut qu'ils se mobilisent et qu'ils votent. Je suis serein. Très logiquement, nous devrions faire un résultat meilleur qu'en 2004 (13.3%) en dépassant les 20% et dans ce cas, mon élection serait assurée.

Comment comptez-vous mener votre campagne, fort de votre bilan qui est très riche et très technique ?

Mon bilan est, il est vrai, satisfaisant. Mais il sera sans doute un peu

difficile à exploiter compte tenu de la technicité des sujets que j'ai traités. Ma communication sera donc articulée autour du fait que j'ai été très présent au Parlement européen et très actif. Je n'entrerai pas dans les détails techniques des nombreux dossiers dont j'ai eu la charge, à l'exception sans doute de celui que je traite en ce moment au Parlement relatif aux agences de notation de crédit. Je suis en effet frappé de voir combien nos concitoyens, qui ne sont pas spécialistes du sujet, ont retenu le rôle de ces agences dans les dysfonctionnements du système financier. Je développerai également les positions de l'UMP et les résultats de la Présidence française.

Les Verts européens font campagne contre Barroso

Le Parti Vert européen s'est réuni en congrès à Bruxelles les 27 et 28 mars, afin de lancer sa campagne pour les élections européennes. Daniel Cohn-Bendit, actuel coprésident du groupe au Parlement européen, a été nommé porte-parole de la campagne, aux côtés de Rebecca Harms (Allemagne) et de Deirdre de Burca (Irlande). Des ambassadeurs ont également été nommés dans le but de « *transnationaliser* » les campagnes nationales. Sans aller jusqu'à espérer doubler leur score de 2004, qui avait déjà été exceptionnel, les Verts européens pensent malgré tout gagner de nouveaux sièges, avec un possible succès en France, mais aussi en Belgique, en Finlande et en Suède.



Les Verts | Alliance Libre Européenne
au Parlement Européen

Lors de ce congrès du Parti Vert européen, deux thèmes principaux se sont dégagés :

La proposition d'un « **New Deal vert** » est décrite dans un manifeste électoral d'une dizaine de pages, afin de « *sortir des crises financière, économique, énergétique, climatique et des ressources* ». Pour cela, il est fondamental pour les Verts de reformer de fond en comble le système économique et financier, et d'investir dans des technologies et des emplois verts. Le texte propose ainsi des mesures dans le domaine de l'énergie et de l'environnement, de la mondialisation, et de la démocratie.

Lié à ce premier thème, les Verts européens tirent un bilan négatif du mandat de Barroso à la tête de la Commission européenne et le considèrent comme le symbole de l'échec des politiques menées par l'Union européenne dans ces différents domaines ces dernières an-

nées. Les Verts européens ont adopté une résolution intitulée « **Stop Barroso** » dans laquelle ils déclinent 25 raisons de s'opposer à sa reconduction, notamment sa « *passivité* » lors de la crise financière, mais également dans les domaines de la lutte contre le changement climatique ou la défense des droits de l'homme dans le monde. Alors que les Socialistes n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur la nomination d'un autre candidat, les Verts, eux-mêmes n'ayant désigné personne de leurs propres rangs, exhortent le PSE à proposer une alternative au Président actuel de l'exécutif. Certains Verts se sont même déclarés prêts à chercher un candidat issu du propre camp de M. Barroso (PPE-DE). M. Cohn-Bendit a déclaré « *Une fois le débat pour une alternative ouvert, celle-ci fleurira tout naturellement* ».

Les élections européennes en Pologne

La Pologne enverra 50 députés au Parlement européen (51 si le Traité de Lisbonne entre en vigueur). Les élections du 7 juin se déroulent sur le même modèle que la France, un scrutin de liste par grandes régions. **Sur le plan interne**, la Pologne vit actuellement une période de cohabitation difficile entre le Premier Ministre, **Donald Tusk** (libéral, chrétien-démocrate) vainqueur des législatives d'octobre 2007 et le Président **Lech Kaczyński** (Conservateur et eurosceptique), élu jusqu'en 2010.

Les forces politiques en présence en Pologne

Le parti actuellement au pouvoir depuis octobre 2007 dirigé par le Premier Ministre Donald Tusk (photo), la **Plate-forme Civique**, au centre de l'échiquier politique polonais (Libéral et Chrétien démocrate) compte actuellement 15 élus au Parlement européen siégeant dans les rangs du PPE-DE. D'après les premiers sondages, la



Plateforme civique pourrait significativement améliorer son score lors des élections de juin. Sa tête de liste, **Jerzy Buzek** est par ailleurs candidat au poste de Président du Parlement européen, face à l'italien Mario Mauro.

La gauche polonaise est pour le moment très désorganisée. Sa principale force, **l'Alliance social-démocrate (SLD)** est très affaiblie depuis son faible score aux législatives d'octobre 2007. En 2006, ce parti a créé avec trois autres partis politiques sociaux-démocrates une coalition nommée Gauche et démocrate, en polonais **Lewica i Demokraci (LiD)** mais cette coalition risque de ne pas être reconduite pour les élections européennes de juin.

Droit et Justice (PiS), le parti très conservateur et eurosceptique des jumeaux Kaczyński, compte actuellement sept députés au Parlement européen qui siègent dans le groupe UEN. A la droite du PiS, plusieurs mouvements, comme la **Ligue des Familles Polonaises et Samoobrona** (Autodéfense) vont également essayer de récolter les voix des déçus de l'Union européenne, notamment dans les zones rurales. Le mouvement **Libertas** du millionnaire irlandais Declan Ganley, né lors de la campagne contre le référendum sur le Traité de Lisbonne en Irlande s'est également fermement implanté en Pologne. Libertas présentera

une liste menée par un ancien député européen de la Ligue des Familles Polonaises (UEN), **Daniel Pawłowicz**.

Enjeux de l'élection

La vague anti-européenne qui a balayé la Pologne semble s'être affaiblie depuis la défaite des jumeaux Kaczyński aux élections législatives d'octobre 2007, mais la déception née de l'élargissement raté de 2004 reste vive. La place de la Pologne au sein des institutions européennes (et de l'OTAN), la réforme de la Politique Agricole Commune ou la reconnaissance de valeurs morales (avortement, mariage homosexuel...) restent des questions déterminantes pour une part de l'électorat polonais.

Le Traité de Lisbonne reste également un clivage majeur de la politique polonaise. Alors que les deux chambres ont ratifié le traité en avril 2009 à la suite de la victoire de Donald Tusk aux législatives, le Président Lech Kaczyński refuse toujours de signer le Traité, prétextant que cette signature était inutile tandis que les Irlandais n'auront pas revoté sur le texte.

Ce document est le fruit d'un travail collectif.
Les analyses et les propos repris n'engagent que leurs auteurs.

A propos d'Euralia...

La vocation d'Euralia est d'aider les entreprises et associations professionnelles à comprendre l'environnement politique et législatif communautaire pour anticiper les changements et être entendus sur la scène européenne.

Sa notoriété est le fruit du respect d'une stricte déontologie, de la compétence de ses consultants et de la qualité de ses relations avec les institutions communautaires.

Sa clientèle est composée d'entreprises industrielles et de services, d'organisations professionnelles, ainsi que de collectivités territoriales et d'ONG.

Euralia offre une gamme très complète de services personnalisés:

- Veille législative, réglementaire et normative;
- Représentation permanente d'intérêts;
- Communication institutionnelle et relations publiques;
- Identification et montage de projets européens;
- Formation aux affaires européennes

2009 verra le lancement de services communs avec SEANCE PUBLIQUE à Paris afin d'apporter le Conseil France et Europe dans les différents secteurs de la vie économique et sociale.



Conseil en affaires européennes
Rue du Luxembourg, 19-21
1000 Bruxelles
Tél: +32 2 506 88 20
Fax: +32 2 506 88 25
Email: info@euralia.eu
www.euralia.eu